

l'Homme, le suivi de leur respect, notamment pendant les différentes phases du processus électoral de 2025 et pendant la période post-électorale devra faire l'objet d'une attention particulière. En outre, des initiatives ciblées pourront être mises en oeuvre pendant la durée du projet, devant inclure, entre autres, un mécanisme d'observation et d'alerte sur les atteintes aux droits humains, y compris pour les incidents pré- et post-électorales.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique que la participation à cette action par les personnes vivant avec handicap sera promue, à la fois en tant que bénéficiaires (participation aux sessions de sensibilisation et de formation, etc.) qu'à leur contribution directe à la réalisation des activités (conduite des formations, animation des ateliers de sensibilisation, etc.). L'égalité du droit à participation à la vie politique et au vote pour les personnes vivant avec handicap est clairement mentionnée par les lois internationales et la loi nationale, et le Burundi a signé la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées (CDPH). Cependant, les textes ne sont pas intégralement mis en oeuvre. Cette action est parfaitement alignée avec la Stratégie de l'Union européenne en faveur des droits des personnes handicapées 2021-2030. Il s'agit d'une action inclusive qui prend en compte, dès la phase de formulation, les droits des personnes handicapées. Les associations et fédérations burundaises des personnes handicapées, y compris la Fédération des Femmes Burundaises Handicapées, ont été et seront impliquées tout au long du cycle d'intervention. Par ailleurs, des modalités pratiques seront adaptées aux besoins spécifiques des personnes handicapées pour leur permettre, notamment, d'avoir accès au bureau de vote le jour du scrutin.

Démocratie

La démocratisation, la promotion des droits humains et la bonne gouvernance sont au coeur de cette action. Elle répond aussi aux objectifs de la communication conjointe du Parlement et du Conseil de l'UE « Vers une stratégie globale avec l'Afrique ». L'action va appuyer le renforcement de l'état de droit et des processus démocratiques, soutenir le processus électoral, le renforcement du rôle de la société civile dans le processus démocratique, l'éducation civique et électorale, la liberté et le pluralisme des médias au Burundi. L'UE peut ainsi promouvoir le respect des libertés fondamentales et des valeurs démocratiques, conformément aux traités qui la fondent.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

L'éducation à la non-violence et à la gestion des conflits sera au coeur de cette action qui vise, notamment, à former la jeunesse à la citoyenneté responsable. La résolution des conflits et la promotion de la paix seront également favorisées par les messages de sensibilisation aux élections, la lutte contre la désinformation ainsi que la lutte contre les messages de haine. Toutes les activités seront construites sur base d'une analyse sensible au conflit et dans le respect du principe de « ne pas nuire », en s'assurant que le développement des activités ne va pas provoquer de nouveaux conflits ou une intensification de tensions et conflits déjà existants.

Réduction des risques de catastrophes

Une condition importante pour la réduction des risques de catastrophes (inondations, glissements de terrain, etc.) est que les gouvernements locaux qui sont en fonction soient légitimes et redevables dans la gestion du territoire. Les scrutins locaux de 2025 devraient permettre d'avoir des autorités locales légitimes et redevables envers leurs administrés et engagés en vue de réduction des risques de catastrophes.

Autres considérations, le cas échéant

L'action devra veiller à ce que les orientations prioritaires en lien avec l'organisation des élections se retrouvent bien dans la loi de finances, ce qui pourrait impliquer un dialogue régulier avec les ministres du budget et des finances, mais aussi avec les assemblées parlementaires. Elle s'inscrira plus largement dans la lutte contre la corruption et l'impunité.

3.4 Risques et enseignements tirés

Categorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation